



Article | 25 novembre 2024 **Abonnés**



## Dans les Hauts-de-France, l'appel de 84 associations en détresse

Dans une tribune commune, plus de 80 associations des Hauts-de-France "alertent sur l'urgence de repenser et de financer la politique sociale et médico-sociale". Elles demandent davantage de moyens pour faire face à l'inflation et au financement de la prime Ségur.

*Dénoncer « les choix budgétaires incohérents et non concertés qui mettent en péril l'accompagnement des personnes les plus vulnérables et fragilisent les structures qui les soutiennent ».*

Tel est l'objet de la **tribune** signée par 84 associations des Hauts-de-France de divers domaines (enfance en danger, grand âge, handicap, précarité), dévoilée à Lille le 22 novembre lors d'une conférence de presse.

Dans cette région, le secteur social et médico-social représente 25 000 salariés, « au service de 185 000 accompagnements de personnes vulnérables ».

### Aggravation des fractures sociales

Les associations souhaitent attirer l'attention sur « une réalité alarmante » : « les financements

*publics stagnent ou décroissent, alors même que les fractures sociales s'aggravent ».*

Les personnes vulnérables en subissent les conséquences : dans le seul département du Nord, 185 enfants en danger dans leur environnement sont toujours en attente de placement, tandis que dans le Pas-de-Calais, 120 enfants handicapés étaient sans solution ou sans solution satisfaisante à la dernière rentrée scolaire.

Autre constat : au niveau de la région, 62 % des appels au 115 pour des demandes d'hébergement sont restés sans réponse.

Du côté du grand âge, les associations soulignent les difficultés financières rencontrées par une part importante d'Ehpad (plus de 60 % des Ehpad privés non lucratifs et 89 % des structures publiques).

## Faire plus avec moins

Les signataires déplorent également les choix budgétaires des décideurs publics qui exigent des associations *« qu'elles fassent toujours plus avec de moins en moins »*. *« Depuis plus de dix ans, les budgets ne sont pas revalorisés »*, témoigne ainsi Mélanie Delattre, de l'association Traits d'union.

À l'échelle de la région, *« il nous manque 6,8 millions d'euros pour poursuivre nos missions et éviter la disparition d'au moins 150 emplois menacés à court terme »*, précisent les associations.

## Non-compensation du Ségur pour tous

Dans un contexte où les charges des associations augmentent, alors que leurs dotations stagnent ou diminuent, le **« Ségur pour tous »** constitue *« la goutte d'eau qui fait déborder le vase »*, selon l'expression utilisée par l'une des participantes à la conférence de presse.

En effet, si l'élargissement de la prime Ségur *« est une avancée pour l'attractivité des métiers »*, *« laisser cette charge aux départements sans leur garantir les moyens nécessaires met en danger nos associations »*, affirme Patrick Kanner, sénateur du Nord et vice-président de l'Alefpa. *« Les départements déjà en difficulté la reportent majoritairement sur les associations qui ne pourront pas les supporter sans réduction de personnel »*.

*« La non-compensation financière aboutira nécessairement à des baisses d'activité de nos structures »*, avance également François Leurs, président de la Sauvegarde du Nord. Qui prédit *« moins d'enfants protégés, moins de places d'hébergement, moins d'initiatives pour l'accès à l'emploi... »*

Illustrant les difficultés financières posées par cette mesure dans le secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion (AHI), Vincent De Coninck, directeur de l'Abej Solidarité, explique : pour une association de 20 salariés, l'extension du **« Ségur pour tous »** représente, pour le mois de juillet, un coût supplémentaire de 58 000 € (avec la rétroactivité depuis janvier 2024), suivi de 7 000 € chaque mois. Sans financement public pour compenser ce surcoût, *« comment fait-elle ? »*

## Davantage de moyens

Les associations signataires de la tribune demandent donc à l'État et aux conseils départementaux de répercuter dans leurs dotations *« non seulement les moyens d'honorer les accords salariaux qui ont été conclus avec l'État »*, mais également *« les revalorisations qui nous permettront de faire face à l'augmentation des besoins, à l'inflation des prix et aux évolutions de masse salariale inhérentes à la future convention collective »*.

L'heure n'est pas aux « *vaines promesses* » ni aux « *pansements tactiques face à l'urgence* », tonnent-elles, mais au développement d'une « *pensée stratégique qui investit dans son système de protection sociale, sans fragiliser celles et ceux qui le font vivre au quotidien* ».

.....

À lire également :

- [Les 30 ans du collectif Alerte : "Il faut obtenir des victoires"](#)
- [Lutte contre la pauvreté : Paul Christophe fait un point d'étape sur le Pacte des solidarités](#)
- [Paul Christophe : "Nous sommes dans une situation très tendue avec les départements"](#)

.....

 **Virginie FLEURY**

## *SOURCES*

- [Tribune](#)
- [Communiqué de presse](#)